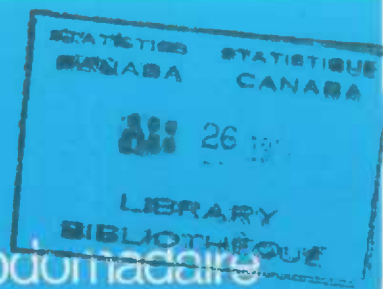




infomat

Bulletin hebdomadaire



Le 21 août 1981

Caisses de pensions en fiducie

Les estimations provisoires tirées de l'enquête trimestrielle sur les caisses de pensions en fiducie révèlent qu'à la fin du premier trimestre de 1981, ces caisses détenaient un actif d'une valeur comptable de plus de \$53 milliards, ce qui représente une augmentation de \$2.3 milliards par rapport au trimestre précédent et une hausse de \$8.3 milliards comparativement au premier trimestre de 1980.

Par ailleurs, on estime à \$14 milliards l'actif détenu en vertu de divers contrats conclus avec des sociétés d'assurance en vue de fournir des prestations futures aux adhérents des régimes de pensions privés. Les avoirs de ces caisses ne sont pas compris dans cette étude, exception faite de quelque \$880 millions placés par les gestionnaires des caisses de pensions en fiducie dans des caisses séparées de sociétés d'assurance en tant que partie intégrante de leurs avoirs.

Il est important de souligner que ces \$880 millions ne constituent qu'une partie des dépôts des régimes de retraite dans ce mode de placement. Les dernières estimations montrent en effet qu'environ \$6 milliards étaient détenus, conformément à l'article 81(5) de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, dans l'objectif de procurer des prestations futures aux participants de ces régimes de retraite.

Au cours de ce premier trimestre de 1981, les investissements ont poursuivi la tendance observée en 1980. La partie de l'actif détenue en obligations est demeurée sensiblement la même à 49.2%. Les montants investis dans les hypothèques et dans les placements divers à court terme ont continué à décroître, tandis que les actions ont représenté pour la première fois depuis le troisième trimestre de 1978 plus de 20% de l'actif total.

Au cours du premier trimestre de 1981, le revenu des caisses de pensions en fiducie s'est élevé à environ \$2.7 milliards; il est constitué des cotisations des salariés et des contributions des employeurs (\$1.5 milliard), du revenu de placements (\$1.026 milliards) et d'autres revenus (\$160 millions). Des dépenses de \$677 millions ont laissé des rentrées nettes de \$2 milliards.

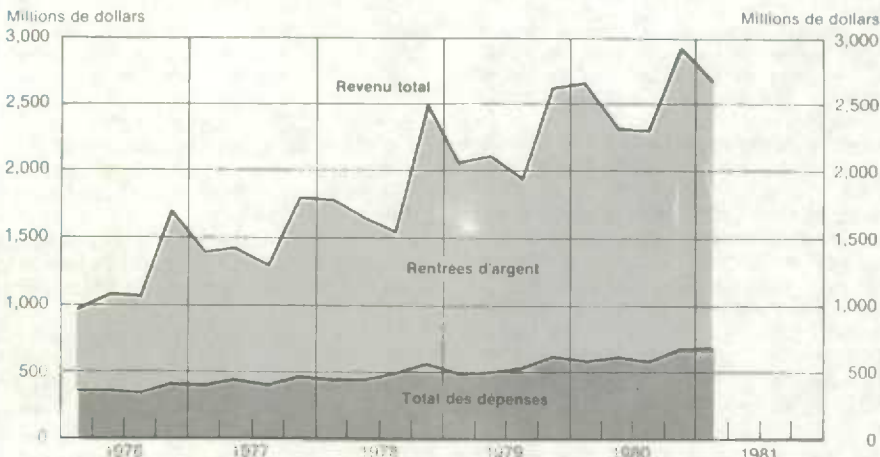
Pour plus de renseignements, commander l'édition du premier trimestre de *Estimations trimestrielles relatives aux caisses de pensions en fiducie (74-001, \$2.50/\$10)*.

DERNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES

	Mois	annuelle précédent	Variation en %	
EMPLOI, REVENU				
Gains moyens hebdomadaires (\$)	mai*	351 40p	347 84p	12.4
Revenu du travail (millions \$)	mai	15,168.2p	14,638.7p	14.1
Personnes occupées (en millions)	juil.	11.46	11.32	3.1
Chômeurs	juil.	835,000	855,000	-2.0
STOCKS				
Grands magasins (millions \$)	mai	3,038.4	3,104.4	9.1
Appartenant aux fabricants (millions \$)	mai	31,668.1p	31,530.6r	12.4
Grossistes (millions \$)	mai	17,091.0	16,923.1	...
COMMANDES				
Nouvelles commandes des fabricants (millions \$)	mai	16,322.7p	16,329.6r	22.3
Commandes des fabricants en carnet (millions \$)	mai	20,234.8p	19,953.4r	7.7
PRIX				
Prix à la consommation (1971=100)	juil.*	238.9	236.8	13.0
Ensemble sans les aliments (IPC)	juil.*	220.7	219.1	12.9
Indice des prix des maisons neuves (1976=100)	juin	135.1	134.4	14.6
Indice synth. (22 villes), salaires, construction (1971=100)	mars*	253.8p	253.8	9.2
Prix de vente dans l'industrie (1971=100)	juin	271.9p	269.6p	11.6
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS				
Permis de bâtir (millions \$)	mai	1,589.4p	6,731.4p	30.0
Mises en chantier dans les centres urbains (unités)	juin	16,470	70,847	31.8
ÉNERGIE				
Production de charbon (milliers de tonnes métriques)	mai	2 979.6	16 894.3	18.4
Production d'électricité (TW/h)	mai	29.1	163.3	2.2
Production de gaz (millions de mètres cubes)	avr.*	8 034.2	35 571.4	-2.2
Raffinage du pétrole (millions de mètres cubes)	juin*	8.3p	52.0p	-7.1
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Exportations, base balance des paiements (millions \$)	juin	7,842p	42,199p	13.3
Importations, base balance des paiements (millions \$)	juin	7,380p	39,703p	14.4
PRODUCTION				
Acier (lingots — milliers de tonnes métriques)	juin*	1 463.6	8 575.7	6.3
VENTES				
Ventes des grands magasins (millions \$)	juin	835.9	4,354.7	13.2
Livraisons des fabricants (millions \$)	mai	16,041.3p	75,942.7p	13.1
Ventes de véhicules automobiles neufs (millions \$)	juin	1,194.5	6,557.1	11.7
Ventes au détail (millions \$)	mai	8,278.4p	36,126.9p	14.7
Ventes de gros (millions \$)	mai	9,701.6p	44,570.1p	...

Statistiques non désaisonnalisées. p - provisoires. r - révisées. * - nouveau cette semaine.

Les estimations trimestrielles du revenu et des dépenses des caisses de pensions



Source: Statistique Canada, Estimations trimestrielles relatives aux caisses de retraite en fiducie (74-001)

Principales séries économiques

Nous prévoyons que la parution des données des principales séries économiques au cours du mois prochain respectera le calendrier indiqué ci-dessous. Quand un certain nombre de dates est indiqué pour une série, il représente la période au cours de laquelle on peut raisonnablement espérer la publication de ces données; l'étendue de cette période tient compte des circonstances propres à chaque série. Occasionnellement, la période pourra être dépassée pour des raisons que nous ne pouvons prévoir maintenant.

12 au 18 août: Commerce de détail, juin 1981;

14 août: Indice des prix à la consommation, juillet 1981;

18 au 21 août: Commerce de gros, juin 1981;

20 au 26 août: Indice de la production industrielle, juin 1981;

20 au 26 août: Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières, juin 1981;

24 au 31 août: Logements mis en chantier dans les centres de 10,000 habitants et plus, juillet 1981;

24 au 31 août: Assurance-chômage, juin 1981;

24 au 31 août: Permis de bâtir, juin 1981;

27 août au 1er septembre: Sociétés industrielles, statistiques financières, 2e trimestre 1981 (données préliminaires);

28 août au 4 septembre: Produit intérieur réel, juin 1981;

28 août au 4 septembre: Produit national brut, 2e trimestre 1981.

Pour plus de renseignements concernant les dates de publication de ces séries, communiquer avec Jack Kerr (613-992-1548), Section technique de la production, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

Consommation de carburant (automobiles)

Sept millions de voitures particulières auraient été utilisées au Canada, pendant le deuxième trimestre de 1980.

Ces voitures ont parcouru 29 milliards de kilomètres et consommé quatre milliards de litres de carburant. Elles ont consommé en moyenne 15,2 L aux 100 km. Par jour, chaque véhicule a parcouru en moyenne 45 km et consommé 7,0 L.

Les modèles 1979 n'étaient pas disponibles pour tirer un échantillon de fichier d'immatriculation au Québec.

Pour plus de renseignements au sujet de l'Enquête sur la consommation de carburant des automobiles, communiquer avec Ken Sorrenti (613-995-3034), Groupe des enquêtes spéciales, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6, ou M. William Johnson (613-996-9731), Analyse et prévision des systèmes d'énergie, Transports Canada, Ottawa K1A 0N5.

Produits pétroliers raffinés

Les raffineries canadiennes ont produit 8 343,2 milliers de mètres cubes de produits pétroliers raffinés en juin 1981, soit une diminution de 9,6% par rapport à une production de 9 229,9 milliers de mètres cubes pour la même période de 1980.

Les ventes nettes de tous les produits pétroliers raffinés se sont chiffrées à 7 616,0 milliers de mètres cubes, une diminution de 3,7% en comparaison de 7 910,9 milliers de mètres cubes en juin 1980.

Pour plus de renseignements, commander le numéro de juin de Produits pétroliers raffinés (45-004, \$3.50/\$35).

Emploi, gains et durée du travail

Les premières estimations de l'indice de l'emploi pour l'ensemble des industries révélèrent une baisse de 0,4% d'avril à mai 1981. Toutes les divisions de l'activité économique ont diminué à l'exception des mines (y compris le broyage), des finances, assurances et immeuble et des services qui ont enregistré des gains. Toutes les régions ont régressé à l'exception de la Colombie-Britannique qui a progressé.

Les gains hebdomadaires moyens ont augmenté de 0,8% au niveau de l'ensemble des industries du Canada. On a observé une hausse dans toutes les divisions de l'activité économique exception faite du commerce qui a baissé. Toutes les régions ont participé à cette hausse.

Le nombre moyen d'heures hebdomadaires a augmenté dans les manufactures et dans la construction mais a diminué dans les mines (y compris le broyage). Les gains horaires moyens ont progressé dans les mines (y compris le broyage), dans les manufactures et dans la construction.

Des données plus détaillées pour mars et avril seront publiées dans le numéro de mai de Emploi, gains et durée du travail (72-002, \$4/\$40) et sont également disponibles en communiquant avec Roland Ouellette (613-992-5613), Division du travail, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

Sociétés industrielles, statistique financière

Les données préliminaires des bénéfices nets après impôts des sociétés industrielles canadiennes ne seront pas disponibles pour ce trimestre. La durée du conflit de travail aux Postes n'a pas fourni un nombre suffisant de données pour préparer la version préliminaire du deuxième trimestre 1981.

Cette décision porte sur les données préliminaires seulement et la version finale du deuxième trimestre sera disponible au début d'octobre prochain.

Pour plus de renseignements, communiquer avec Roy St-Germain (613-995-9751), Division des finances des entreprises, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

Contrôle et ventes des boissons alcooliques au Canada

Les ventes des boissons alcooliques se sont chiffrées à \$4,698 millions pour l'année financière terminée le 31 mars 1980, soit une augmentation de \$324 millions ou 7,4%. Le volume des ventes a augmenté jusqu'à 2,451 millions litres comparativement à 2,364 millions l'année précédente. Cette faible augmentation de 87 millions litres est principalement due à une diminution du volume des ventes au Québec à cause d'une grève des employés de magasin.

En 1979, les importations ont passé de \$345 millions à \$282 millions, tandis que les exportations ont augmenté de \$345 millions à \$369 millions.

Les revenus des administrations publiques provinciales provenant de la vente des boissons alcooliques ont atteint \$1,473 millions soit une augmentation de 5,4%.

Pour plus de renseignements, commander la dernière édition de Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada (63-202, \$4.50).

Les entreprises sous contrôle étranger dominent le secteur manufacturier; celles sous contrôle canadien, le pétrole et le gaz naturel

En 1981, les entreprises sous contrôle étranger rendront compte de 53% des nouvelles dépenses en immobilisations dans le secteur manufacturier; la croissance de leurs dépenses sera donc trois fois supérieure à celle de leurs homologues canadiens. Cependant, la part du total des dépenses des entreprises sous contrôle étranger dans le secteur minier descendra à 46%, ce qui permettra aux firmes sous contrôle canadien de dominer les dépenses en immobilisations de ce secteur.

Statistique Canada produit un certain nombre de séries portant sur l'importance du contrôle étranger dans divers secteurs de l'économie canadienne. Les chiffres donnés ici sont basés sur les établissements et peuvent ne pas correspondre à ceux basés sur les sociétés ou les entreprises.

Ces projections figurent dans la publication de Statistique Canada, *Les immobilisations des établissements manufacturiers, miniers et forestiers sous contrôle national et étranger, 1981*, qui paraît aujourd'hui.

Selon la publication, les nouvelles dépenses en immobilisations de tous les secteurs de l'économie canadienne atteindront \$76,523 millions en 1981, soit une augmentation de 17% par rapport à 1980. Les secteurs manufacturiers, miniers et forestiers étudiés représentent environ 30% de toutes les dépenses en immobilisations du secteur industriel. De plus, les dépenses des trois secteurs susmentionnés devraient augmenter de 23%, de 24% et de 15% respectivement en 1981.

Les dépenses en immobilisations des entreprises manufacturières sous contrôle américain devraient accuser une hausse de 36% par rapport à 1980 pour se fixer à \$4,998 millions en 1981. Les firmes sous contrôle canadien prévoient une augmentation de seulement 12% de leurs dépenses en immobilisations, lesquelles se situeront à \$5,553 millions. La croissance supérieure persistante des dépenses des entreprises sous contrôle étranger permettra à celles-ci de dominer le secteur manufacturier pour la première fois. Leur part des dépenses totales dans ce secteur s'élèvera à 52,5% en 1981, soit une hausse de plus de six points en deux ans.

Dans le secteur manufacturier, l'augmentation des dépenses en immobilisations des firmes sous contrôle canadien touche surtout les industries du papier et des produits chimiques, dont les dépenses devraient augmenter de 36% et de 26% respectivement par rapport à 1980. Les hausses des dépenses des entreprises sous contrôle américain se concentrent surtout dans les industries suivantes: produits du pétrole et du charbon (190%) et produits chimiques (61%).

Dans le secteur minier, les entreprises sous contrôle canadien devraient dominer les dépenses en immobilisations: leurs dépenses devraient s'accroître de 49% par rapport à 1980 pour se fixer à \$5,485 millions en 1981. Les firmes sous contrôle américain prévoient des dépenses de \$3,427,8 millions, soit une baisse de 2% comparativement à l'année précédente. L'industrie du pétrole et du gaz naturel compte pour près des trois quarts des

(suite page 7, 3e col.)

Année scolaire 1981-82: faits saillants

Primaire-secondaire

Les effectifs du niveau primaire-secondaire ont baissé de 82,000 par rapport à l'année précédente pour tomber à 5,020,000. Environ les trois quarts de cette diminution a été enregistrée dans les années allant de la 7^e à la 13^e. Conséquemment à la diminution de la population d'âge scolaire, une perte de 124,000 étudiants est prévue d'ici 1983.

En raison de l'augmentation du nombre d'enfants de quatre et cinq ans, l'effectif des maternelles a augmenté de 1,000 pour passer à 398,000. On s'attend à ce que les effectifs de ce niveau scolaire atteignent un sommet en 1982 et commencent à diminuer en 1983.

Le nombre d'enseignants a diminué de 2,000 pour passer à 271,000 et on s'attend à ce qu'il baisse de nouveau de 3,000 d'ici 1983.

Postsecondaire

Les effectifs à plein temps sont passés de 643,000 à 652,000. Une diminution de la population des 18 à 24 ans, où se recrutent les étudiants du niveau postsecondaire, se traduira par une réduction des effectifs en 1983.

Les effectifs des collèges communautaires ont augmenté de 5,000 pour passer à 265,000, mais on s'attend à ce qu'ils tombent à 260,000 en 1983. On prévoit que seuls les effectifs du Québec diminueront en 1981 en raison de la diminution de la population des 17 à 20 ans dans cette province.

Les étudiants qui fréquentent l'université à plein temps sont passés de 383,000 à 387,000, mais on s'attend à ce que leur nombre diminue en 1983.

Le nombre d'étudiants à temps partiel dans les universités a augmenté de 10,000 pour passer à 2553,000 et on s'attend à ce que leur nombre continue à augmenter pour atteindre quelque 269,000 en 1983.

Le nombre total d'enseignants à plein temps de niveau postsecondaire a augmenté légèrement pour passer de 53,700 à 54,600. Tout comme les effectifs, le nombre de professeurs de niveau postsecondaire continuera à diminuer en 1983.

Environ 85,000 baccalauréats et premiers grades professionnels seront décernés en 1981, soit 1,000 de moins que l'année précédente en raison de la diminution des effectifs de premier cycle en 1977-78 et 1978-79. On prévoit toutefois une augmentation pour 1983.

Les 12,500 maîtrises accordées cette année représentent une augmentation de 100 par rapport au nombre décerné et on s'attend à ce que ce chiffre continue d'augmenter.

Le nombre de doctorats acquis restera vraisemblablement le même qu'en 1980 (1,700) tout au long de la période.

Finances

Bien que l'on s'attende à une diminution des effectifs primaires-secondaires et postsecondaires, les dépenses continuent d'augmenter à tous les niveaux d'enseignement.

Les dépenses prévues au titre de l'éducation en 1981 s'élèvent à \$25.6 milliards (soit une augmentation de \$2.9 milliards ou de 12.8% par rapport à 1980) et

(suite page 5, 1^{er} col.)

Indice des prix à la consommation

L'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) du Canada (1971=100) a progressé de 0.9% en juillet pour atteindre 238.9, comparativement à 236.8 en juin. Bien que cette dernière avance mensuelle soit inférieure à la hausse de 1.5% observée en juin, l'augmentation sur les douze mois allant de juillet 1980 à juillet 1981 s'établit néanmoins à 13.0%, ce qui est supérieur à la hausse de 12.8% enregistrée le mois dernier. La dernière progression mensuelle est imputable en grande partie à la hausse des frais d'habitation et des prix des aliments, et, dans une mesure moindre, à l'accroissement des frais de transport. L'indice des aliments a avancé de 1.3% au cours du dernier mois, ce qui représente une diminution par rapport à la hausse de 1.8% enregistrée en juin. L'indice d'ensemble sans les aliments a gagné 0.7% en juillet, ce qui constitue également une baisse par rapport à l'avance de 1.5% observée le mois précédent.

Les prix des morceaux de boeuf et de porc, qui ont augmenté en moyenne de 7.2% et de 2.3% respectivement entre la première semaine de juin et la première semaine de juillet, expliquent en grande partie la montée de 1.4% de l'indice des aliments consommés à la maison. Le lait a augmenté au Nouveau-Brunswick, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique et les oeufs ont fait de même partout au pays. Le renchérissement des fruits frais et des légumes traités ainsi que des repas pris à l'extérieur a également compté sensiblement dans l'augmentation. En juillet, l'indice des aliments consommés à la maison dépassait de 13.7% le niveau atteint en juillet 1980, et l'indice des aliments consommés à l'extérieur marquait une hausse de 10.1% par rapport à la même période. En conséquence, l'indice d'ensemble des aliments a dépassé de 12.9% celui d'il y a un an.

Les principaux responsables de la progression de 0.7% de l'indice d'ensemble sans les aliments ont été les frais d'habitation et de transport. L'augmentation des frais de logement, tant en propriété qu'en location, ainsi que celle des meubles et des

gros appareils ménagers découlant surtout de la réimposition en Ontario de la taxe de vente provinciale sur ces produits à partir du 1^{er} juillet, ont compté pour la majeure partie de la progression de la composante habitation. S'agissant des transports, des frais plus élevés pour l'utilisation et l'entretien d'automobiles et pour les déplacements en avion sont les grands responsables de l'augmentation de 0.6% de cet indice. La bière a également augmenté dans certaines provinces. Ces augmentations ont été partiellement annulées par la baisse de l'indice de l'habillement, reflétant en cela l'impact des ventes saisonnières. Entre juillet 1980 et juillet 1981, l'indice d'ensemble sans les aliments a avancé de 12.9%.

Du point de vue des biens et services, les prix des biens de même que ceux des services ont avancé de 0.9% entre juin et juillet. Le niveau des prix s'est élevé de 13.9% pour les biens et de 11.5% pour les services entre juillet 1980 et juillet 1981.

Après désaisonnalisation, l'IPC d'ensemble a monté de 0.7% entre juin et juillet sous l'effet d'une hausse de 0.4% de l'indice des aliments et d'une poussée de 0.7% de l'indice d'ensemble sans les aliments.

Points saillants des indices des villes

Entre juin et juillet, les prix à la consommation se sont élevés dans toutes les villes pour lesquelles on produit un IPC, les accroissements allant de 0.4% à Québec à 1.4% à Ottawa et Calgary. La variation du mouvement des prix dans les villes découle surtout du taux d'augmentation des prix des aliments, qui a varié entre 0.4% à Halifax et 2.6% à Ottawa, ainsi que du taux de changement des prix de l'habillement qui a également fluctué d'une ville à l'autre.

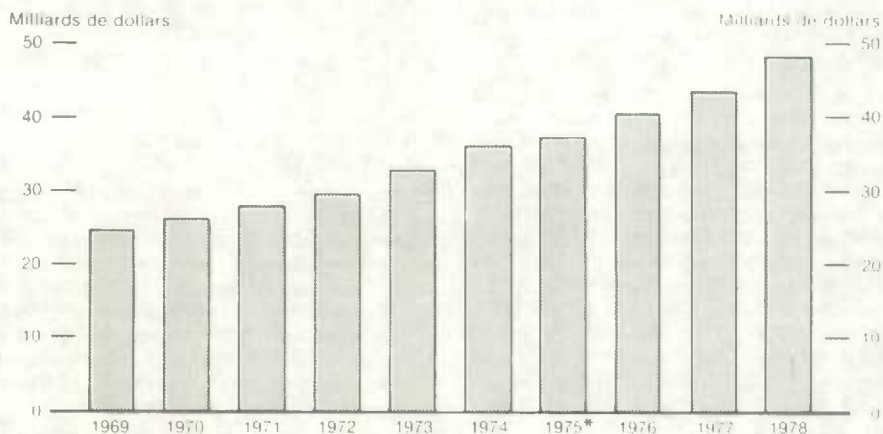
Les augmentations de l'IPC des villes pour la période de douze mois allant de juillet 1980 à juillet 1981 s'échelonnent entre 11.7% à Winnipeg et 14.3% à Charlottetown/Summerside.

L'indice des prix à la consommation pour le mois d'août 1981 sera publié le 18 septembre 1981.

Pour plus de renseignements, commander la publication *L'indice des prix à la consommation, juin 1981* (62-001, \$2.50/\$25).

Investissements directs étrangers au Canada

(à la fin des années 1969-1978)



* Modification du traitement conceptuel

Source: Statistique Canada, Bilan canadien des investissements internationaux (67-202)

Un projet de loi visant à simplifier la collecte d'information sur la propriété et le contrôle étrangers reçoit la sanction royale

Un projet de loi visant à modifier la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (communément appelé CALURA), et qui réduira la paperasserie que CALURA entraîne pour plus de 96.000 entreprises canadiennes, a été adopté par le Parlement et a reçu la sanction royale le mois dernier.

Le projet de loi autorise également le gouvernement fédéral à recueillir des renseignements sur les transferts technologiques d'autres pays vers le Canada et donne accès à des données identifiables à certains analystes fédéraux, à des fins de politique.

CALURA, adoptée en 1962, est devenue une source de référence précieuse et, en fait, unique sur l'ampleur et les effets de la propriété et du contrôle des sociétés au Canada par des non-résidents, ainsi que sur la participation des Canadiens aux syndicats internationaux.

Selon M. Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnement et Services et ministre responsable de Statistique Canada, ces modifications amélioreront la qualité des informations recueillies sur les transferts technologiques en provenance d'autres pays, de même que sur le contrôle des sociétés par des non-résidents et sur la concentration des pouvoirs des sociétés.

Voici certaines des dispositions de la nouvelle loi:

Sociétés

Pour dispenser plus de 96.000 entreprises canadiennes relativement petites de l'obligation de produire des déclarations en vertu de CALURA, les seuils de déclaration seront portés à \$10 millions en ce qui concerne l'actif ou à \$15 millions en ce qui concerne les ventes annuelles (ils s'établissent actuellement à \$250.000 et \$500.000 respectivement). Les sociétés dont une partie des actions est détenue par des non-résidents seront également tenues de présenter une déclaration.

Pour éliminer les chevauchements dans la collecte de données, des états financiers consolidés des sociétés visées seront recueillis et mis à la disposition de fonctionnaires autorisés du gouvernement, à des fins de politique uniquement. Les huit questionnaires actuels seront intégrés en un seul.

Afin de permettre au gouvernement de mieux comprendre l'apport technologique étranger au Canada, le projet de loi prévoit la collecte de certaines données sur les transferts de technologie, sauf en ce qui concerne la description scientifique ou technique de tout produit ou procédé. Ces renseignements seront mis à la disposition de représentants autorisés du gouvernement, à des fins de politique seulement.

L'accès à ces données et leur utilisation seront strictement réglementés. Le contenu du questionnaire unifié fera l'objet de

discussions préalables avec les entreprises concernées et il sera publié dans la Gazette du Canada quatre-vingt-dix jours avant son adoption.

Pour permettre au gouvernement de mieux mesurer l'ampleur de la propriété et du contrôle étrangers, les entreprises ayant 50 actionnaires ou moins seront tenues de nommer les personnes qui détiennent 10% ou plus de toute catégorie d'actions, de même que les propriétaires réels dans le cas d'entreprises actionnaires. Les sociétés qui ont plus de 50 actionnaires peuvent se servir de leurs registres pour déclarer les actions détenues.

Afin que les rapports annuels puissent être déposés en Chambre dans l'année suivant la période de référence, toutes les sociétés visées par la loi devront produire leur déclaration au plus tard le 31 mars suivant la fin de l'année de référence.

Syndicats ouvriers

Pour permettre au gouvernement d'établir une image plus complète de l'activité syndicale au Canada, la loi élargit la définition d'un syndicat pour y inclure toute association dont l'un des buts est la réglementation des relations entre l'employeur et les employés.

Afin de donner une image plus fidèle de leur activité financière au Canada, les syndicats internationaux devront déclarer toutes les recettes directes provenant de leurs filiales canadiennes et toutes les dépenses se rattachant directement à leurs activités au Canada.

Pour permettre une meilleure analyse de l'activité financière des syndicats dans le rapport annuel destiné au Parlement, les renseignements financiers portant sur des fonds spéciaux, comme les fonds de grève et de pensions, devront être déclarés séparément des recettes et des dépenses générales.

Afin d'améliorer l'utilité des données aux fins d'analyse, les syndicats ouvriers devront déclarer leur effectif selon l'année civile au lieu de l'année financière.

Pour réduire les doubles emplois au chapitre de la collecte des données, les données relatives aux effectifs des syndicats seront mises à la disposition des autorités fédérales et provinciales, à des fins d'analyse et de publication.

Afin de réduire le temps nécessaire à la présentation du rapport annuel au Parlement, les syndicats devront présenter leur déclaration dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de l'année de référence.

Ces amendements amélioreront grandement la qualité et l'apport des rapports présentés au Parlement et au public en vertu de CALURA.

Statistique sociale: dernières nouvelles

La dernière réunion du Conseil consultatif fédéral-provincial de la politique statistique a eu lieu à Ottawa les 4 et 5 mai 1981. Les délégués y ont reçu notamment des rapports récapitulatifs de ce qui s'est passé dans les diverses divisions du secteur de la statistique sociale. Voici quelques extraits de ces rapports qui pourront se révéler utiles pour les utilisateurs:

- le fichier sur l'impôt du revenu des particuliers servira de base à l'élaboration d'une banque de données administratives plus vastes, qui pourra contenir des informations sur l'âge et le sexe des enfants des contribuables, les bénéficiaires de prestations de sécurité de la vieillesse qui ne produisent pas de déclaration d'impôt et, en ce qui concerne les prestataires d'assurance-chômage, des codes des raisons pour lesquelles ils reçoivent ces prestations;
- l'élaboration de profils des données administratives pour 29 collectivités de l'Île-du-Prince-Édouard a débuté;
- un rapport analysant les données tirées d'enquêtes auprès de trois catégories

d'artistes, à savoir les peintres et sculpteurs, les écrivains et les acteurs et metteurs en scène, paraîtra avant la fin de l'été 1981;

- une étude de la façon dont les Canadiens utilisent leur temps sera entreprise en 1981-1982. La dernière étude de ce genre, qui portait principalement sur les habitudes de lecture, a été réalisée en 1978;
- l'analyse des dépenses du gouvernement fédéral au titre de la lecture se poursuivra et l'on tente à l'heure actuelle de lancer une étude similaire concernant les dépenses des autorités provinciales;
- la pertinence du concept du revenu monétaire qui est actuellement utilisé dans l'*Enquête sur les finances des consommateurs* fait l'objet d'une étude et des recommandations relatives au traitement des subventions ou dégrèvements fiscaux provinciaux et fédéraux devraient être faites sous peu. À l'heure actuelle, ces éléments ne sont pas inclus dans le revenu monétaire;
- on entreprendra une étude pour déterminer s'il y a lieu de réviser les seuils de faible revenu utilisés depuis 1969 dans

l'*Enquête sur les finances des consommateurs*;

- les données de l'*Enquête de 1980 sur l'équipement ménager* seront couplées avec les données sur le revenu tirées de l'*Enquête de 1979 sur les finances des consommateurs*. Cette base conjointe fournira une vaste gamme de renseignements sur les caractéristiques socio-économiques des ménages et de leurs membres, la description des logements et de l'équipement ménager, etc. Un rapport intitulé *Équipement ménager selon le revenu et d'autres caractéristiques — 1980* (n° 13-567 au catalogue) paraîtra au cours de l'année, de même qu'une micro-bande de données sur ce sujet;
- les estimations du revenu dans les comtés et les divisions de recensement à partir des données de Revenu Canada ont été reprises et une publication intitulée *Estimations du revenu dans les secteurs infraprovinciaux — 1976* (n° 13-576 au catalogue) vient de paraître à ce sujet;
- l'établissement du nouvel échantillon de l'*Enquête sur la population active* qui sera utilisé après le recensement de 1981 se poursuit.

atteindront probablement \$28.2 milliards en 1982.

Les dépenses annuelles au titre de l'éducation représentent environ 8% des dépenses nationales brutes.

L'enseignement primaire et secondaire absorbe les deux tiers de ce total et le niveau postsecondaire, un quart, le solde étant consacré à la formation professionnelle.

Plus de 92% des dépenses au titre de l'éducation sont assumées par les trois niveaux de gouvernement; le reste du financement est assuré par les frais d'inscription, les dons et autres sources.

Pour plus de renseignements, commander l'édition 1981-82 de Statistique de l'enseignement — Estimations (81-220, \$4.50).

Commerce de détail

Les estimations ci-dessous ont été obtenues à partir d'un faible nombre de répondants en raison de l'interruption récente du service postal. Il faut les considérer comme des estimations provisoires. Les estimations préliminaires régulières de juin 1981 paraîtront à une date ultérieure.

Après désaisonnalisation, les ventes au détail ont totalisé \$7.747.1 millions en juin 1981, soit une baisse de 0.2% par rapport à mai (\$7.760.7 millions). Six provinces ont enregistré des baisses de leurs ventes par rapport à mai, les baisses variant de -0.1% pour Terre-Neuve à -5.1% pour la Nouvelle-Écosse. La hausse la plus importante a été enregistrée dans l'Île-du-Prince-Édouard (+5.1%).

Les ventes au détail non désaisonnalisées ont totalisé \$8.140.6 millions, une hausse de 17.1% par rapport à juin 1980. Les ventes ont augmenté dans toutes les provinces, les hausses allant de 21.2% en Ontario à 7.5% en Nouvelle-Écosse.

Pour plus de renseignements, communiquer avec la Section du commerce de détail, Division du commerce et des services, Statistique Canada, Ottawa K1A 0V4.

Chargements ferroviaires

Les marchandises chargées par les chemins de fer au Canada ont atteint 24.0 millions tonnes courtes (21.8 millions t) en juin 1981, soit une augmentation de 1.5% par rapport à l'année précédente. En outre, les transporteurs ont reçu 1.7 million tonnes courtes (1.5 million t) des États-Unis, soit 6.5% de plus qu'en juin 1980.

Les produits où le volume de chargements a changé de façon marquée au cours du mois sont: le blé (-26.6%), le minerai et les concentrés de fer (-9.5%), le charbon (+11.7%) et la potasse (+30.8%).

De janvier à juin 1981, les chargements de marchandises payantes ont diminué de 2.0% par rapport à la même période de 1980; les chargements en provenance des embranchements américains ont diminué de 3.1% dans la même comparaison.

Pour plus de renseignements, commander la livraison de juin 1981 de Chargements ferroviaires (52-001, \$1.50/\$15).

Fabrication de chaussures

En juin 1981, la fabrication canadienne de chaussures de tous genres a été de 3,879,716 paires.

Pour plus de renseignements, commander la publication de juin 1981 de La statistique de la chaussure (33-002, \$1.50/\$15).

Diffusion des produits du recensement de 1981

Cet article est le dernier d'une série de cinq décrivant les plans actuels de diffusion des données du recensement de 1981. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, on peut communiquer avec n'importe quel centre de référence de Statistique Canada.

L'article du mois dernier énumérait les documents généraux de la Série de référence, l'une des quatre séries qui présentent les résultats du recensement de 1981. Le présent article décrit les documents de référence d'ordre géographique.

Cartes de référence

Plusieurs séries de cartes de référence, que les utilisateurs peuvent se procurer sur demande, tracent les limites de toutes les unités géostatistiques de recensement (e.g., secteurs de dénombrement (SD), subdivisions de recensement, régions métropolitaines de recensement (RMR), secteurs de recensement (SR)). (On peut toujours se procurer les cartes de référence ordinaires dans la Série des données.) L'une des publications de cette série présente des cartes qui tracent les limites des divisions (DR), des subdivisions et des subdivisions unifiées de recensement (SRU). Une deuxième publication présente deux séries de cartes qui indiquent les composantes des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR). De plus, une carte des circonscriptions électorales fédérales (CEF), une autre des divisions de recensement et une troisième des secteurs de recensement paraîtront dans les bulletins de données sur chacun de ces sujets.

Équivalence des secteurs de dénombrement

On produira un document de référence qui indiquera les rapports entre les secteurs de dénombrement (SD) de 1976 et ceux de 1981. Ce document présentera des SD équivalents sur le plan géographique, par province.

Liste de référence des noms géographiques

Des listes, par province, de toutes les divisions et des subdivisions de recensement et des localités non constituées (LNC) dont la population en 1981 est connue, fourniront des données sur la population de ces secteurs et des références géographiques (e.g., latitude et longitude, code de la classification géographique type, codes du Système national de référence cartographique). Ce document a pour but d'aider les utilisateurs à formuler des demandes spéciales.

Répertoires des rues

Les répertoires des rues relient les données sur les rues (e.g., nom, type, direction, tranches d'adresses paire et impaire) aux données géographiques (e.g., municipalité, circonscription électorale fédérale, section de dénombrement et secteur de recensement). Ils couvrent les zones bâties des RMR et des AR dont la population est de 50,000 ou plus. À noter que ces répertoires ne couvrent pas tous les secteurs de recensement.

Les subdivisions de recensement selon la population

Ce document présente toutes les subdivisions de recensement au Canada selon leur population en 1981, par ordre décroissant. Un deuxième tableau fournit cette même population selon l'ordre alphabétique des subdivisions. Les deux tableaux indiquent aussi le rang à l'échelle nationale.

Population et logement des secteurs de dénombrement, par circonscription électorale fédérale et par province

Cette liste fournit des chiffres sur la population et le logement pour 1981 de tous les secteurs de dénombrement, par circonscription électorale fédérale et par province.

Liste de référence des secteurs de dénombrement

Il s'agit d'une série de listes indiquant les rapports entre l'unité fondamentale de collecte des données du recensement (secteur de dénombrement) et les divers secteurs géographiques normalisés de présentation des données (unités géostatistiques de recensement). On y trouve aussi les rapports entre les diverses unités géostatistiques de recensement. Ces listes ont pour but de faciliter l'accès aux données du recensement par unité géostatistique normalisée et de créer de nouvelles unités présentant un intérêt particulier pour lesquelles il est nécessaire de fournir des données de recensement.

Fichiers sur bandes de la superficie et de la population

Ces bandes fournissent des données sur la population et la superficie des divisions, subdivisions et secteurs de recensement et des secteurs provinciaux de recensement pour 1981.

Fichier sur bandes des codes géographiques de 1981

Ce fichier situe chaque secteur de dénombrement à tous les niveaux géographiques supérieurs, par code et par nom. Il comprend aussi des codes de la classification géographique type, et des données sur la superficie, la population et les ménages. Il s'adresse avant tout aux utilisateurs de données lisibles par une machine.

Fichiers principaux de région

Les fichiers principaux de région contiennent toutes les rues des villes, en plus de quelques autres caractéristiques (comme les voies ferrées, les rivières et les limites municipales) sous une forme lisible par une machine. Un fichier principal de région fournit des références sur toutes les rues, les tranches d'adresses, les côtés d'îlot et les coordonnées centrides du secteur observé. Les fichiers principaux de région servent de base géographique à l'extraction des données du recensement, selon les unités géostatistiques de recensement normalisées ou selon des unités spécifiées par les utilisateurs.

Fichiers de base pour les bandes sommaires

Ces fichiers présentent une base de données géographiques pour les bandes sommaires utilisées lors du recensement de 1981 au niveau des subdivisions et secteurs de recensement, des secteurs provinciaux de recensement et des secteurs de dénombrement.

(suite à la page 6)

Population des SR, des RMR et des AR

Ces documents fournissent des données sur la population de 1976 et 1981 (selon les unités de 1981), de même que le pourcentage de changement entre 1976 et 1981 pour les secteurs de recensement et pour les composantes des régions métropolitaines et des agglomérations de recensement. Les données des secteurs de recensement sont accompagnées de cartes de référence traçant les limites des secteurs de 1981.

Population des circonscriptions électorales fédérales

Ce rapport fournit des chiffres définitifs sur la population du recensement de 1981 pour les 282 CEF telles qu'établies par l'ordonnance de représentation de 1976. Il présente deux tableaux: la population de 1981 et une comparaison avec les chiffres du recensement de 1976, par CEF; et la population de 1981 par subdivision de recensement (ou composante de subdivision) à l'intérieur de chaque CEF.

Fichier CARTLIB

Les CARTLIB sont des bibliothèques cartographiques en mode numérique des limites et des caractéristiques de diverses unités géostatistiques, constituées de fichiers sur bandes magnétiques à utiliser pour l'exécution de programmes de cartographie informatique. L'un des fichiers définit les limites de ces unités statistiques, et l'autre sert d'index des fichiers de limites et renferme des renseignements supplémentaires sur chaque unité (superficie, population, codes, noms et centroïde géographique).

On pourra se procurer des fichiers CARTLIB pour les subdivisions de recensement et pour les secteurs de recensement.

Données provisoires sur la population

À la fin de janvier 1982, on pourra obtenir des chiffres provisoires sur la population du recensement de 1981. Ces chiffres seront soumis aux mêmes procédures de contrôle qualitatif que les chiffres définitifs; cependant, ils ne tiendront compte que des personnes recensées à leur lieu de résidence permanent. On produira deux tableaux sous la forme d'états mécanographiés. Le premier présentera des chiffres provisoires pour le Canada, les provinces et les divisions de recensement. Le deuxième fournira, pour chaque province, des chiffres provisoires par province, division de recensement et subdivision de recensement.

Bibliothèques publiques au Canada

Les résultats sommaires de 1979 montrent que les bibliothèques publiques au Canada continuent de se développer et d'accroître leurs services au public canadien. Par exemple, 959 bibliothèques publiques ont participé à l'enquête. Elles comptaient au total 2,854 centres de distribution répartis au pays, soit une hausse de 25 par rapport à 1978. La province ou le territoire qui a enregistré la hausse la plus forte à ce chapitre est le Manitoba qui comptait 10 centres de distribution de plus. En outre, l'enquête révèle que le nombre de prêts directs a augmenté de cinq millions environ, par rapport à 1978.

Selon l'analyse, le total des revenus et dépenses déclarés par les bibliothèques publiques au Canada a poursuivi sa progression, et, comme en 1978, les revenus ont affiché un excédent par rapport aux dépenses. Les revenus déclarés sont passés de \$228 millions en 1978 à \$249 millions en 1979 et les dépenses, de \$226 millions à \$243 millions au cours de la même période. L'excédent des revenus par rapport aux dépenses s'est chiffré à \$6 millions en 1979, comparativement à \$2 millions en 1978. Les bibliothèques publiques de l'Île-du-Prince-Édouard et du Yukon ont déclaré des revenus égaux aux dépenses, tandis que celles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont vu leurs revenus dépasser leurs dépenses de \$4 millions et de \$1 million respectivement. Le chiffre de l'Ontario peut s'expliquer en partie par l'ajustement des données fait par la province.

Divers rapports connexes concernant les revenus, les dépenses et les services des bibliothèques publiques ont fait ressortir d'autres faits intéressants. Par exemple, la proportion des revenus de 1979 provenant de certaines sources est demeurée à peu près la même que l'année précédente (les chiffres de 1978 figurent entre parenthèses): 67% (68%) des municipalités locales; 24% (24%) des administrations provinciales ou territoriales; et 9% (8%) d'autres sources, comme les dons. En

outre, les rapports concernant les revenus révèlent que les fonds des bibliothèques publiques des quatre provinces de l'Atlantique et de celles du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest provenaient surtout des administrations provinciales et territoriales respectivement, plutôt que des municipalités locales.

Un certain nombre de changements ont été apportés à la section "finances" du questionnaire de 1979 pour améliorer le genre de données recueillies sur les dépenses. Compte tenu de ces changements, l'analyse montre que le total des dépenses de fonctionnement des bibliothèques intervenait pour 91% des dépenses

révélé que la performance des bibliothèques publiques est demeurée la même qu'en 1978 ou a continué de s'améliorer. Les rapports calculés en fonction de la population ont indiqué que le nombre moyen de postes de bibliothécaires professionnels par 100,000 personnes a augmenté de 0.4 pour s'établir à 7.7 en 1979; le nombre de prêts par personne a légèrement progressé pour se chiffrer à 5.1, et la moyenne de 1.8 livre détenu par personne enregistrée en 1978 est demeurée la même en 1979. Les dépenses par personne ont également été plus élevées en 1979 qu'en 1978, comme l'indique la hausse de \$0.11 des dépenses au titre des livres, qui porte la moyenne de 1979 à \$1.33. De même, les dépenses de fonctionnement par personne ont progressé de \$0.82 et les dépenses totales par habitant, de \$0.62. Sur le plan géographique, ces rapports ont peu varié, sauf en ce qui concerne certains rapports provenant du Yukon.

Les rapports calculés en fonction des centres de distribution des bibliothèques publiques ont également progressé. Par exemple, le nombre moyen de livres détenus par centre de distribution s'élevait à 15,265 en 1979, ce qui représente une hausse de 72 par rapport à 1978. De même, le nombre moyen de prêts directs et de prêts entre bibliothèques constituant des unités administratives distinctes a augmenté de 1,523 et de 19 respectivement. Parmi les écarts importants observés au chapitre de ces rapports, citons les valeurs nettement supérieures à la moyenne dans le cas des centres de distribution de l'Ontario et celles inférieures à la moyenne en ce qui concerne les provinces de l'Atlantique, le Québec, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Deux autres rapports choisis dans le domaine des prêts ont révélé de légères hausses par rapport à 1978. Le nombre moyen de prêts par rapport au nombre d'acquisitions est passé de 32 à 33 en

Les résultats du recensement dépassent toutes les prévisions

La réaction du public envers le Recensement de 1981 a dépassé toutes les attentes de Statistique Canada. Les représentants de cet organisme à Ottawa et dans les huit bureaux régionaux d'un bout à l'autre du pays ne tarissent pas d'éloges à cet égard. "L'une des principales leçons à tirer du Recensement de cette année, c'est que si le public est bien informé, il nous accordera sa collaboration et son soutien sans hésitation. Je pense que notre programme d'information a été très utile dans ce sens", de dire le ministre responsable de Statistique Canada, M. Jean-Jacques Blais.

Le taux de réponse par la poste dans les régions urbaines s'est approché de 90%, soit une hausse de douze points de pourcentage par rapport au Recensement de 1976. Les recenseurs ont donc eu moins de rappels à faire pour obtenir les réponses des ménages en retard. En outre, dans les régions rurales, les taux de réponse au Recensement et au Recensement de l'agriculture ont été également plus élevés que prévu.

totales. Ce rapport pour chaque province ou territoire s'écarte peu de la moyenne. En ce qui concerne les composantes des dépenses de fonctionnement des bibliothèques, l'analyse a également révélé que les dépenses moyennes au titre du personnel (63%), du matériel de bibliothèque (18%) et les autres dépenses de fonctionnement (19%) ont été semblables à celles déclarées en 1978. À l'échelle provinciale, des variations ont été observées dans chacune des catégories précédentes, surtout en ce qui concerne les bibliothèques publiques de Terre-Neuve qui ont déclaré une hausse de toutes les autres dépenses de fonctionnement en 1979.

Certains rapports entre les services ont

1979. La moyenne enregistrée en 1979 par l'Alberta (46) constituait le rapport le plus élevé à l'échelle provinciale et territoriale, et celle du Yukon (11), le plus faible. De même, les dépenses au titre du matériel de bibliothèque par rapport aux prêts consentis ont augmenté de \$0.03 pour s'établir à \$0.32 par livre emprunté en 1979. Comme en 1978, tous les rapports des provinces et des territoires se rapprochaient étroitement de la moyenne nationale en 1979, sauf en ce qui concerne le rapport élevé de \$0.83 obtenu par le Yukon.

Pour plus de renseignements, communiquez avec George Kokich (613-593-6862), Sous-division de la culture, Statistique Canada, Ottawa K1A 0Z5.

Enquête sur le commerce de gros

Une nouvelle technique a été mise en œuvre en juin pour l'enquête mensuelle sur le commerce de gros (n° 63-008 au catalogue); dans ce contexte, des estimations préliminaires ont été établies pour avril 1981 et des estimations révisées pour janvier, février et mars. Ces données ont été consignées dans la matrice n° 49 de la banque de données informatisées CAN-SIM.

La nouvelle technique produit des estimations des ventes et des stocks des grossistes au Canada, par activité économique et pour l'ensemble des commerces, sauf en ce qui concerne les grossistes en céréales (partie de l'activité CAÉ 602) et en période et produits pétroliers (CAÉ 608). L'une des caractéristiques innovatrices de la nouvelle technique, c'est qu'elle permet d'établir des estimations globales des ventes et des stocks pour chaque province selon l'établissement.

Les nouvelles estimations diffèrent considérablement des anciennes, sur le plan de la méthodologie et également, dans une moindre mesure, sur le plan de la ventilation par activité économique.

Des estimations établies selon la nouvelle enquête devraient être disponibles pour les mois précédant janvier 1981 d'ici à septembre 1981. Les utilisateurs qui désirent des estimations compatibles avec celles de l'ancienne enquête pourront les obtenir sur demande pendant encore quelque temps.

Pour plus de renseignements, on peut consulter la parution d'avril 1981 de **Commerce de gros** (n° 63-008 au catalogue), ou téléphoner au numéro (613-996-3071), Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6.

La population âgée du Canada

Les résultats d'une vaste enquête concernant la population âgée du Canada ont été publiés récemment par l'Institut de recherches politiques. Il s'agit d'un rapport parrainé par le Conseil économique du Canada, à titre de document de travail pour son enquête sur le revenu des retraités, et ses auteurs, M. Leroy Stone et Mme Susan Fletcher, travaillent tous deux à Statistique Canada.

Le rapport cherche à établir, à partir de statistiques déjà disponibles et des observations de diverses personnes intéressées, une image réaliste de la situation des prestataires de régimes de pensions. Les données ont été choisies pour mettre en lumière les caractéristiques de la population âgée qui sont particulièrement pertinentes dans le cadre d'un examen des problèmes du soutien du revenu.

Le rapport présente d'abord une description du processus du vieillissement de la population, et aborde ensuite certains des effets de ce processus sur les services médicaux et hospitaliers, le logement, les services communautaires et le niveau de revenu. Le rapport se termine par certaines considérations relatives à l'incidence du vieillissement de la population sur la croissance économique et à l'aptitude de l'économie à supporter le fardeau des pensions de retraite.

On peut se procurer le rapport, intitulé **A Profile of Canada's Older Population** (\$7.95) à l'Institut de recherches politiques, 2149, rue MacKay, Montréal H3G 2J2.

La population du Canada

Les estimations postcensitaires de la population du Canada et des provinces selon l'âge et le sexe, 1er juin 1979 définitives et 1980 provisoires sont maintenant disponibles et seront publiées dans les semaines à venir dans la publication n° 91-202 au catalogue.

Pour plus de renseignements, s'adresser à la Section des estimations démographiques (613-995-2212), Division de la démographie, Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6, ou aux bureaux régionaux de Statistique Canada.

Personnes handicapées

Dans la recommandation 113 du rapport intitulé **OBSTACLES**, le Comité spécial du Parlement sur les handicapés et les invalides priait instamment Statistique Canada d'établir une base de données exhaustive sur les personnes handicapées au Canada.

Mais avant de proposer un programme statistique formel à ce sujet, il faut établir les besoins en information des utilisateurs éventuels. Jusqu'à maintenant, quatre grands groupes d'utilisateurs ont été déterminés: les ministères fédéraux, les autorités provinciales, les organismes nationaux de réadaptation et de service aux handicapés et les personnes handicapées qui composent les divers groupes nationaux de consommation ou de défense de leurs intérêts.

Dans le cadre du processus de consultation, on a commencé par bâtir un questionnaire sur les besoins en données qui sera distribué à tous les ministères fédéraux. Des listes des organismes nationaux de réadaptation de service et des groupes nationaux de consommation de défense seront également dressées; sept de ces organisations de personnes handicapées ou à leur intention ont déjà été contactées en vue d'un essai préliminaire.

Pour toute question concernant ce projet, on peut s'adresser à Kathy Nessner, Statistique Canada, Secteur de la statistique sociale, Édifice Jean-Talon, 4-B8, Ottawa K1A 0T6.

COMMANDE DE PUBLICATIONS du catalogue de Statistique Canada

Adressez votre première commande à:

Ventes et services de publications,
Services aux utilisateurs,
Statistique Canada,
4e étage, Éd. R.H. Coats,
Ottawa K1A 0V7.

Indiquez:

le titre de la publication, le mois, le trimestre ou l'année de parution, de même que le numéro de catalogue.

Veillez envoyer un mandat-poste ou un chèque fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

(suite de la page 2)

dépenses en immobilisations dans le secteur minier. Les entreprises sous contrôle canadien de cette industrie prévoient une hausse de 51% ou \$1,326.1 millions par rapport à 1980, et les firmes sous contrôle américain, une baisse de 6.9%; par conséquent, les entreprises sous contrôle canadien y domineront avec une part des dépenses en immobilisations de 53.5%. Selon la publication, la hausse de la participation des firmes sous contrôle canadien est attribuable à l'importante augmentation des programmes d'investissement entrepris par certaines firmes. De plus, à la suite de rachats, certaines sociétés ont été reclassifiées comme étant désormais sous contrôle canadien.

Dans le secteur forestier, les établissements sous contrôle canadien prévoient une hausse de 21% ou \$41 millions de leurs dépenses, qui passeront à \$239 millions en 1981; les entreprises sous contrôle américain devraient marquer pour leur part une faible progression de 3% pour s'établir à \$97 millions.

Statistiques de la radiodiffusion et de la télédiffusion (y compris Radio-Canada), 1980

Par rapport à 1979, les recettes des entreprises privées de radiodiffusion ont augmenté de 11.5% pour atteindre \$397.2 millions, alors que les dépenses au titre de la programmation, des services techniques, des ventes et de l'administration ont progressé de 12.9%. Les bénéfices nets avant impôts se sont chiffrés à \$45.5 millions, soit 6.6% de plus que la période précédente.

Les entreprises privées de télévision ont déclaré des bénéfices d'exploitation avant impôts de \$103.0 millions contre \$95.8 millions l'année précédente, ce qui représente un gain de 7.5%.

Les recettes de la télévision se sont accrues de 10.9% pour se situer à \$562.0 millions, alors que les dépenses au titre de la programmation, des services techniques, des ventes et de l'administration grimpaient de 19.1% par rapport à la période précédente pour s'établir à \$433.5 millions. L'amortissement s'est élevé à \$19.7 millions et les intérêts versés à \$17.0 millions. Les revenus découlant de divers autres ajustements ont atteint \$11.1 millions.

En incluant Radio-Canada, les recettes globales de la diffusion ont été estimées à \$1,063.4 millions contre \$918.6 millions pour la période précédente, 15.8%, et les dépenses au titre de la programmation, des services techniques, des ventes et de l'administration se sont élevées à \$1,372.9 millions contre \$1,250.9 millions pour la période précédente, 9.6%. L'amortissement a augmenté de 12.9% pour se fixer à \$64.7 millions. Les intérêts versés se sont chiffrés à \$46.4 millions, en hausse de 28.4% sur 1979. D'autres ajustements ont produit un revenu de \$26.2 millions, soit 7.6% de plus que la période précédente. Les bénéfices nets avant impôts se sont établis à \$148.4 millions, pour une hausse de 7.2%. Les frais d'exploitation de Radio-Canada se sont élevés à \$542.9 millions, ce qui représente une augmentation de 0.5% par rapport à l'année précédente.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à J.R. Slattery (613-996-9271), Section des communications, Division des transports et des communications, Statistique Canada, Ottawa K1A 0V1.



1010765160

Publications parues du 14 — 19 août

	N° de cata- logue	Canada: prix par unité/année	Autres pays: prix par unité/année
AGRICULTURE			
Stocks de fruits et de légumes, juillet 1981	32-010	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
CANSIM			
Revue statistique du Canada, juillet 1981	11-003F	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
COMMERCE ET SERVICES			
Commerce de détail, mai 1981	63-005	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
COMMERCE EXTÉRIEUR			
Sommaire du commerce extérieur, juin 1981	65-001	\$3/\$30	\$3.60/\$36
CONSTRUCTION			
L'industrie des entrepreneurs en gros travaux de génie, 1979	64-209	\$7	\$8.40
Statistique des investissements — Sous industries manufacturières et certaines industries énergétiques, Perspectives 1981	61-214	\$4.50	\$5.40
ÉDUCATION, SCIENCES ET CULTURE			
Statistique de la culture, bibliothèques publiques au Canada, 1978	87-651	\$7	\$8.40
Statistique de l'enseignement — Estimations, 1981-82	81-220	\$4.50	\$5.40
BULLETIN DE SERVICE			
Statistique de la culture, vol. 4, n° 7, Bibliothèques publiques au Canada, 1979	87-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET PRIMAIRES			
Certains appareils électriques ménagers, juin 1981	43-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Certains produits chimiques, juin 1981	45-002	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Industries des articles en fourrure, 1979	34-213	\$4.50	\$5.40
La statistique de la chaussure, juin 1981	33-002	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Machines à laver et sècheuses à linge, juin 1981	43-002	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Panneaux agglomérés et panneaux gaufrés, juin 1981	36-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Papier-toiture asphalté, juin 1981	45-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Production et ventes de disques de phonographe et ruban préenregistrés au Canada, juin 1981	47-004	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Revue générale sur les industries minérales, mines, carrières et puits de pétrole, 1978	26-201	\$4.50	\$5.40
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois, juin 1981	25-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Statistique de l'énergie électrique, mai 1981	57-001	\$2.50/\$25	\$3/\$30
Statistique du charbon et du coke, mai 1981	45-001	\$2.50/\$25	\$3/\$30
Transformation diverses du papier, 1979	36-206	\$4.50	\$5.40
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS			
Statistique du téléphone, 1980	56-202	\$3	\$3.60
Statistique du téléphone, juin 1981	56-002	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
Transport du pétrole par pipe-lines, avril 1981	55-001	\$2.50/\$25	\$3/\$30
Transport urbain, juin 1981	53-003	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
BULLETIN DE SERVICE			
Communication, vol. 11, n° 4, Statistique de la radiodiffusion et de la télédiffusion (y compris Radio-Canada), 1980	56-001	\$1.50/\$15	\$1.80/\$18
TRAVAIL			
Estimations trimestrielles relatives aux caisses de pensions en fiducie, premier trimestre 1981	74-001	\$2.50/\$10	\$3/\$12
La population active, juillet 1981	71-001	\$3.50/\$35	\$4.20/\$42
Statistique provisoires sur l'assurance-chômage, mai 1981	73-001p	gratuit	gratuit